

Vendre le Parthénon et l'Escorial pour sauver l'euro ?

Article rédigé par *Roland Hureaux*, le 25 février 2011

Crise de la dette souveraine : après la Grèce, après l'Irlande, le Portugal ? Que nenni : la Chine vient de proposer son aide au Portugal ; forte de ses 2800 milliards de réserve de change, elle est disposée à prêter à l'État portugais (à racheter de la dette souveraine , comme on dit dans le jargon).

Elle serait également prête à se porter secours à l'Espagne laquelle, quand ses difficultés éclateront, compte tenu de sa taille, sera la véritable épreuve de l'euro.

Jusqu'à quel point la Chine s'est-elle déjà engagée en Europe ? Cela est un secret bien gardé. On parle de 7 % de la dette publique, soit 630 milliards d'euros. Elle s'efforce ainsi de transformer une partie de ses réserves, aujourd'hui majoritairement en dollars, en d'autres monnaies, principalement l'euro.

La Chine peut aussi aider les pays en difficulté en achetant des actifs : elle a déjà pris pied dans le port du Pirée. Si la mode qui consiste à tenir les monuments historiques pour un patrimoine comme un autre, qu'il faut rentabiliser, et si les difficultés de certains pays de la zone euro s'aggravent, comme c'est inéluctable, pourquoi ne pas lui vendre un jour le Parthénon ou l'Escorial ?

La bonne opération chinoise

En venant au secours de l'euro, la Chine réalise une bonne opération sous trois rapports.

D'abord elle prend une revanche politique et historique sur une Europe qui l'a, considère-t-elle, longtemps humiliée.

Ensuite, elle peut ainsi acquérir des actifs intéressants, notamment certains actifs stratégiques, comme récemment le néerlandais Draka, spécialiste de la fibre optique, indispensable aux industries de défense. La commission en a autorisé l'achat par le groupe chinois Tianjin Xinmao, ce que n'aurait sûrement pas fait le gouvernement américain.

Surtout la Chine a intérêt plus que tout autre pays au monde, plus que les États-Unis eux-mêmes, à ce que l'euro n'éclate pas. Pourquoi ?

Les produits chinois pénètrent facilement dans une zone euro à la monnaie surévaluée : les prix chinois y apparaissent d'autant plus compétitifs. Ils le seraient encore, mais moins, si l'euro était dévalué.

Or que serait l'effet d'un éclatement de l'euro ? Sur l'Allemagne, faible : le mark reprendrait la place de l'euro, sans doute au même cours ou à un cours légèrement supérieur : n'était-il pas entendu, dès le départ, que l'euro serait le mark repeint ? Pour ce pays qui représente 22 % du PIB de la zone, peu de choses changeraient, non pas vis-à-vis du reste de l'Europe, mais vis-à-vis du reste du monde.

En revanche, les monnaies de tous les autres pays, sauf peut-être les Pays-Bas et l'Autriche, soit environ 70 % la zone, se déprécieraient d'un taux variable mais que l'on peut situer entre 10 et 40 % selon les pays. C'est donc plus des les deux tiers de la zone euro, le principal marché du monde, qui deviendrait moins accessible aux produits chinois. Un motif à lui seul suffisant pour que la Chine vienne au secours de l'euro.

Détruire les fontaines

Jusqu'où ce concours ira-t-il ? Sans doute très loin. Les idéologues qui s'accrochent à l'euro, les hommes

politiques qui ont misé leur crédibilité dessus sont prêts à tout pour que l'euro continue en dépit des tensions croissantes auxquelles la divergence des économies le soumet. Peut-être sont-ils même prêts à vendre le continent aux Chinois ? En tous les cas à accepter une prise de contrôle étendue de l'économie européenne par les Chinois.

Nous nous souvenons d'une dictée d'autrefois, peut-être de Georges Duhamel, qui racontait comment un village avait soudain attiré l'attention du monde extérieur en raison d'une magnifique fontaine historique. Les cars de touristes affluant, il y eut des problèmes de circulation. À quoi se résolut alors le conseil municipal ? À détruire les fontaines.

Apologue symbolique si l'on songe que l'euro avait à l'origine pour but de renforcer de l'Europe, mais que, étant devenu une fin et non plus un moyen, il se peut que ses promoteurs sacrifient les intérêts les plus essentiels de l'Europe à sa survie.
